

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 352 / Décembre 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^{ÈME} TRIMESTRE 2021

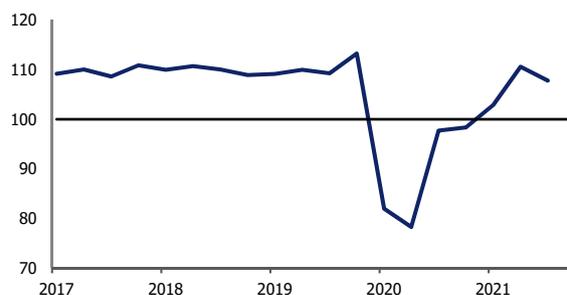
La confiance se maintient au troisième trimestre 2021

Au troisième trimestre 2021, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) reste ancré au-dessus de sa moyenne de longue période, à 107,8, signe du maintien de la confiance des entreprises.

Mais il s'infléchit de 2,8 points, reflétant les problèmes de trésorerie ressentis par les entreprises, leur déception quant à leur activité sur le trimestre passé et leurs intentions de contenir l'évolution de leurs effectifs.

Les chefs d'entreprises escomptent en revanche une amélioration de la situation pour les derniers mois de l'année.

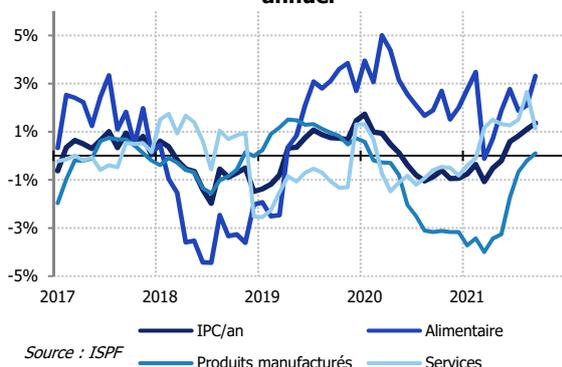
Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IIEOM

La hausse des prix s'intensifie

IPC détaillé - évolution en glissement annuel



Source : ISPF

Après +0,6 % en juin dernier, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,4 % en glissement annuel en septembre 2021.

Cette hausse relève de l'alimentaire (+4 %), des services de restauration (+8,6 %), du logement et des services afférents (+2 %), ainsi que des carburants (+8,2 %). Elle est néanmoins amortie par le recul des prix des communications (-15 %).

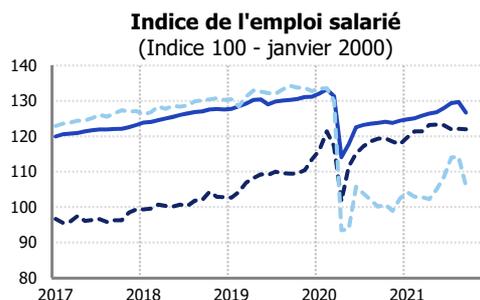
Alors que l'index général du BTP connaît une augmentation de 4,1 % en glissement annuel en septembre, les chefs d'entreprise du secteur indiquent une hausse de leurs prix de vente, qui devrait perdurer au-delà du troisième trimestre.

L'emploi est impacté par le deuxième confinement

D'après les dernières statistiques disponibles, les effectifs salariés moyens déclarés à la CPS au premier semestre 2021 sont en progression annuelle de 1,5 % (64 600 contre 63 600 au premier semestre 2020).

Cependant, l'indice de l'emploi salarié du secteur marchand accuse en septembre un net ralentissement de son rythme de croissance, +2,3 % en glissement annuel, après +4 % en juin dernier. Les secteurs les plus dynamiques sont l'hôtellerie-restauration (+5,8 %) et le commerce (+3 %), alors que les autres services enregistrent seulement +0,9 %.

On observe en outre que le deuxième confinement, entre août et septembre, a fortement impacté le marché du travail, brisant l'élan de l'indice de l'emploi (-2,3 % sur le mois), l'hôtellerie-restauration étant la plus affectée (-7,2 %).



— Général — Construction - - - Hôtellerie-restauration

Sources : CPS, ISPF

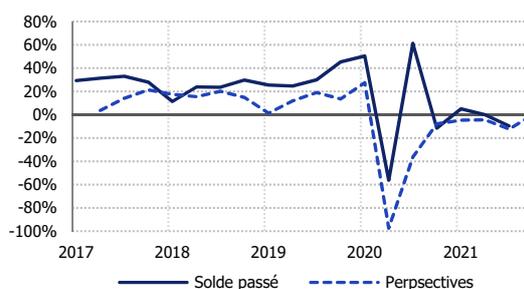
La consommation semble modérée

Les commerçants inclus dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM estiment que leur courant d'affaires a été stable au troisième trimestre et devrait le rester jusqu'à la fin de l'année. Considérant les hausses de prix au niveau mondial (transport et énergie), ils anticipent un accroissement de leurs prix de vente.

Cette stabilisation se retrouve dans la production de crédits à la consommation, qui plafonne à 7,4 milliards de F CFP sur la période, soit un tiers de moins qu'en 2020 (11,6 milliards de F CFP au troisième trimestre 2020) et moitié moins qu'en 2019 (14,3 milliards de F CFP au troisième trimestre 2019).

Soldes d'opinion du commerce - activité

(centrés sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Investissement soutenu par les ménages

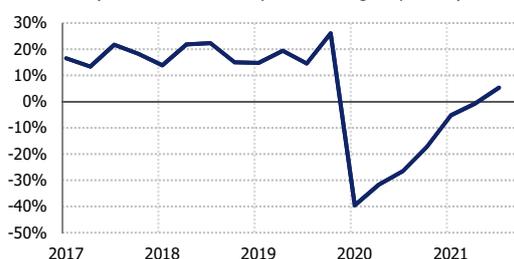
Dans un environnement encore incertain, les entreprises manquent de visibilité pour configurer leurs programmes d'investissement. Leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an demeurent limitées.

Sur les trois quarts de l'année, la production de crédits à l'équipement atteint 12,1 milliards de F CFP, en repli de 20 % par rapport à 2020 (15,1 milliards de F CFP).

A contrario, la production de crédits à l'habitat en faveur des particuliers s'inscrit en hausse de 2 % sur la période, 22,9 milliards de F CFP contre 22,4 milliards en 2020. Les ménages bénéficient d'un contexte propice à l'investissement immobilier : une épargne importante (+20,3 milliards de F CFP depuis janvier 2021) et un accès à des taux historiquement bas (1,85 % au deuxième trimestre 2021).

Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an

(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

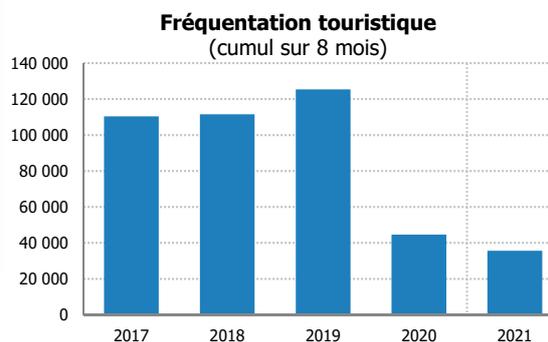
L'investissement public, enfin, est l'objet de toute l'attention des pouvoirs publics, à travers le plan de relance 2021-2023, initié pour redynamiser la croissance du pays. Sur les neuf premiers mois de l'année, les dépenses de la Direction de l'équipement sont en hausse de 39 % par rapport à l'année précédente (7,2 milliards de F CFP en 2021 contre 5,2 milliards en 2020).

Un trimestre difficile pour les services, surtout ceux liés à l'export

Le tourisme est frappé par la 2^e vague épidémique en Polynésie française

L'irruption du variant Delta en Polynésie française au cours du troisième trimestre qui s'est traduit par un nouveau confinement général, a porté un coup très dur au tourisme. Sur les huit premiers mois de l'année, la fréquentation touristique s'affiche en retrait de 17 % par rapport à 2020 (40 800 touristes contre 49 400 en 2020). Elle demeure concentrée sur les principaux marchés émetteurs, les États-Unis (20 000) et la France (18 000).

Depuis le début de l'année, les différentes périodes de restrictions des déplacements se traduisent pour l'hôtellerie polynésienne par un recul de 5,6 points de son coefficient moyen de remplissage, 40,6 % de janvier à août 2021 contre 46,2 % sur la même période de l'année précédente. Observant une stagnation de leur activité au troisième trimestre, les hôteliers anticipent toutefois sur une embellie en fin d'année.



Source : ISPF

Le volume d'affaires est stable dans le secteur secondaire

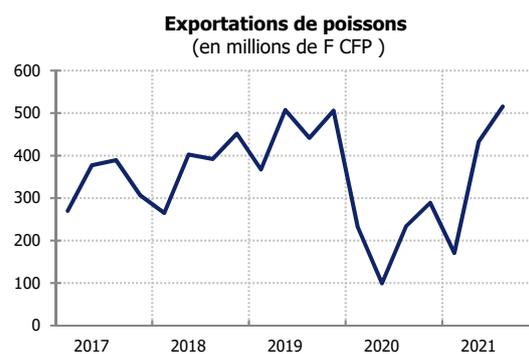
Au troisième trimestre 2021, les responsables du secteur secondaire font état d'un relèvement de leurs prix de vente qui leur permet de maintenir leur trésorerie. Tandis que leur courant d'affaires se stabilise, leurs charges d'exploitation se détériorent, les recrutements se poursuivant uniquement dans l'industrie.

Le haut niveau des cours mondiaux bénéficiant aux exportateurs de produits de base¹, la Polynésie française voit au troisième trimestre 2021 ses recettes d'export d'huile de coprah doubler en comparaison annuelle, 189 millions de F CFP contre 97 millions un an plus tôt, pour un volume en hausse de seulement 1,6 % (1 398 tonnes contre 1 376).

Une nette reprise de la pêche

L'agriculture polynésienne est confrontée à une faible pluviosité, qui se répercute notamment sur la production de coprah : elle s'établit à 2 737 tonnes au troisième trimestre, niveau similaire à celui de 2020 (2 694 tonnes), mais en retrait de 22,3 % par rapport à 2019 (3 523 tonnes).

Pour la pêche, en revanche, les conditions sont favorables. Les professionnels estiment à +20 % la hausse des tonnages pêchés au troisième trimestre par rapport à l'année dernière. Les recettes à l'export progressent significativement, 107 millions de F CFP contre 67 en 2020 (+60,9 %), mais sont encore bien en deçà de leur niveau d'avant-crise (169 millions de F CFP au troisième trimestre 2019), en raison des perturbations dans les transports. Les chefs d'entreprise du secteur se montrent malgré tout confiants, bien positionnés sur le marché américain, l'un de leurs principaux débouchés, face à une concurrence actuellement affaiblie par le manque de ressources halieutiques (Fidji, Hawaii).



Sources : ISPF, Douanes

La perliculture, enfin, présente plusieurs difficultés, ainsi que le rappelle le rapport de la Chambre Territoriale des Comptes, remis début décembre à l'Assemblée de la Polynésie française. Parmi celles-ci, le rapport cite notamment l'inachèvement de la réforme adoptée en 2017, la pollution des lagons et le flou quant aux effectifs du secteur. Entre juillet et septembre 2021, les exportations de perles brutes ont néanmoins rapporté 49 % de plus que l'année précédente, 847 millions de F CFP pour un volume équivalent. La suspension du Droit spécifique sur les perles exportées (DSPE) entre août 2020 et avril 2021, qui avait entraîné des ventes massives de perles de mauvaise qualité, s'est traduite par une forte décote du cours moyen de la perle.

¹ En septembre 2021, le prix mondial de l'huile de coco atteint \$1 490 sur le marché de référence de Rotterdam contre \$1 030 un an plus tôt, soit +45 %.

LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE SE POURSUIT

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2021 anticipent une croissance du PIB mondial de 5,9 % en 2021. Ces perspectives sont légèrement inférieures à celles de juillet puisque le FMI tablait alors sur une hausse de 6,0 %. Cette révision s'explique par la dégradation de la situation dans les pays avancés, notamment due à des ruptures d'approvisionnement, mais aussi dans certains pays en développement en raison de l'aggravation de la situation épidémique. En 2022, le FMI table sur une progression du PIB mondial de 4,9 %, soit un rythme inchangé par rapport aux perspectives de juillet.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a nettement ralenti au troisième trimestre. Elle ne s'élève plus qu'à 0,5 % en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,6 % au trimestre précédent. Ce ralentissement s'explique par le retour de restrictions sanitaires dans certains États avec la propagation du variant Delta mais également par les difficultés mondiales d'approvisionnement qui provoquent des retards de livraison, voire des pénuries pour certains biens. La fin de certaines aides fédérales a également pesé sur la consommation des ménages. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une hausse du PIB de 6,0 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juillet (+7,0 %).

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 2,1 % au troisième trimestre, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage a quant à lui continué de baisser pour s'établir à 7,4 % à fin septembre. Il s'élevait à 7,8 % à fin juin et à 8,6 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation progresse pour le troisième mois consécutif pour atteindre 3,4 % à fin septembre, contre seulement 1,9 % trois mois plus tôt. Sur l'année entière, le PIB pourrait croître de 5,0 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays de la zone.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 3,0 % au troisième trimestre après une hausse de 1,3 % au trimestre précédent. Il revient ainsi quasiment à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Cette évolution est portée par la progression marquée de la consommation des ménages (+5,0 %) et des exportations (+2,3 %). L'investissement (-0,1 %) et les importations (+0,1 %) sont pour leur part quasiment stables par rapport au trimestre précédent. Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB augmenterait de 6,7 % sur l'ensemble de l'année.

Le Japon a vu son PIB se contracter de 0,8 % sur le trimestre. Cette évolution s'explique par le recul de la consommation des ménages (-1,2 %) et de l'investissement des entreprises (-3,8 %) alors que le pays a traversé, durant cette période, sa pire vague de Covid-19. La pénurie de semi-conducteurs a par ailleurs pesé fortement sur l'industrie automobile qui a été contrainte de réduire nettement sa production en septembre. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB croître de 6,4 % en 2021 selon le FMI. Cette évolution masque d'importantes disparités entre les pays : la Chine et l'Inde pourraient voir leur PIB progresser de respectivement 8,0 % et 9,5 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie enregistreraient une hausse moins marquée (respectivement 5,2 % et 4,7 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2021.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE RYTHMÉE PAR L'ÉVOLUTION DE LA COVID-19

Au troisième trimestre, l'expansion du variant Delta, la lenteur des campagnes de vaccination et les restrictions de mobilité affectent les fondements de la reprise dans la zone Asie-Pacifique. Les circuits de production et d'approvisionnement sont perturbés, générant des tensions inflationnistes dans certains pays de la région. Ceux qui exportent des produits de base bénéficient toutefois de la vigueur des cours mondiaux. En septembre, le cours du nickel, dont l'Indonésie est le premier producteur mondial, a touché \$20 000/tonne, niveau non atteint depuis mi-2014.

Sortie de récession au deuxième trimestre 2021, l'Indonésie affiche une croissance plus modeste au troisième trimestre, +3,5 % en rythme annuel, après +7,1 % précédemment, malgré un taux de vaccination très bas (18 % de la population à la fin du trimestre). Freinée par une consommation des ménages plus faible (+1 % après +6 %), celle-ci s'appuie sur les exportations, +29,2 %, après +32 %. En novembre, Bank Indonesia, la banque centrale du pays, fait le choix de maintenir son principal taux directeur à un plus bas historique, 3,5 %, afin de soutenir l'activité. Le taux d'inflation, +1,7 % en rythme annuel en octobre, est certes en hausse, mais encore en deçà de la cible des autorités monétaires indonésiennes (2 %).

Le sévère confinement imposé aux principales métropoles d'Australie à partir du mois d'août compromet la reprise. La consommation des ménages en est affectée, comme en témoigne le reflux des ventes au détail, -2,2 % en comparaison annuelle au troisième trimestre 2021, après +8,8 % au trimestre précédent. En outre, la hausse des prix est significative, +3 % (+3,8 % au deuxième trimestre), surtout sur les segments liés à l'énergie et au logement. L'essence sans plomb à la pompe progresse de 25 % par rapport à septembre 2020. Mais pour l'heure, la Reserve Bank of Australia laisse ses taux inchangés, estimant que le marché du travail n'est pas encore sous pression. En octobre 2021, le taux de chômage remonte à 5,2 % (4,6 % en septembre), retrouvant son niveau pré-Covid (5,1 % en février 2020).

En Nouvelle-Zélande, les tensions sur les prix et l'emploi ont incité la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) à remonter d'un quart de point son principal taux directeur, l'Official Cash Rate (0,50 %), dès le début du mois d'octobre. La progression de l'indice des prix à la consommation est très élevée au troisième trimestre, +4,9 % en glissement annuel, après +3,3 % en juin. Quant aux salaires, ils augmentent de 2,4 %, avec un taux de chômage qui atteint 3,4 % au troisième trimestre 2021, son plus bas niveau depuis 2007. Cependant, le confinement de la région d'Auckland décidé pour contrer la brèche épidémique en août dernier, pèse sur les ventes au détail néozélandaises qui reculent de 7 % sur le trimestre (+4,2 %), augurant d'une croissance un peu plus faible au troisième trimestre 2021.

Quant à la Chine, elle voit sa croissance se tasser au troisième trimestre, +4,9 % en rythme annuel (+7,9 % au deuxième trimestre et +18,3 % au premier trimestre), grevée par la crise du secteur immobilier (résultant notamment des difficultés du groupe Evergrande), des résurgences virales impliquant des quarantaines massives, ainsi que des coupures de courant géantes, liées à la pénurie de charbon, qui freinent la production industrielle.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, RBNZ, RBA